Message du Président

Autor(en): **Sommaruga, Cornelio**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Rapport d'activité / Comité International de la Croix-Rouge**

Band (Jahr): **- (1998)**

PDF erstellt am: **05.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

MESSAGE DU PRÉSIDENT

En présentant cette édition 1998 du Rapport d'activité du Comité international de la Croix-Rouge, j'aurais vivement souhaité pouvoir donner raison à ceux qui, au début de cette année, exprimaient une vision optimiste de l'évolution de l'état du monde, notamment grâce aux effets, jugés bénéfiques, de la mondialisation de l'économie.

Les pages qui suivent et que nous avons voulues aussi objectives que factuelles démontrent malheureusement — ce que je regrette profondément — qu'il est difficile de partager un tel optimisme. En effet, en 1998 comme au cours des années précédentes, les hommes ont continué à s'entre-déchirer. Les souffrances engendrées par les violences, les massacres, les conflits armés qui, comme c'est le cas maintenant, se déroulent à de très rares exceptions près à l'intérieur même des États, restent indicibles. Et cette année encore, ces souffrances auront été le lot d'innombrables civils, innocents et sans défense.

On constate que depuis la fin de la guerre froide, le nombre des conflits armés et des théâtres de crise a augmenté de près d'une trentaine. Il convient de relever avant tout l'imprévisibilité de ces situations, élément qui oblige le CICR à développer une capacité opérationnelle toujours plus souple. Je me bornerai à citer comme exemples de ces développements : l'éclatement du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée, celui qui est survenu en Guinée-Bissau, les événements du Lesotho ou la crise en Indonésie. Si le conflit du Kosovo était, quant à lui, prévisible, personne ne l'avait annoncé aussi meurtrier. Mais c'est également la durée et l'enlisement de ces situations qui frappent, sans compter leur tendance à s'étendre à toute une région (en Afrique centrale, par exemple).

Toutefois, sans vouloir nier l'importance de mettre en exergue le nombre des conflits, ou leur pluralité, une telle démarche ne permet pas à elle seule de mesurer l'étendue des problèmes auxquels nous sommes confrontés. En fait, ce qu'il y a de plus troublant n'est pas tellement la quantité, mais la qualité des conflits actuels, engendrés par toutes sortes de prétentions irréconciliables, l'obsession de nationalismes et de sentiments ethniques exacerbés, la montée de fondamentalismes de tout genre. Dans pareil contexte, le but n'est plus de vaincre l'ennemi mais, fort souvent, de l'anéantir. C'est donc bien au retour à une forme de guerre totale, comme aux âges les plus sombres de l'histoire, que nous assistons.

La volonté des minorités de s'émanciper constitue un facteur supplémentaire d'instabilité et de fragmentation de certains États déjà fragilisés. C'est ainsi qu'en dix ans, le nombre d'États reconnus est passé de quelque 140 à plus de 190.

À cette instabilité politique viennent s'ajouter des problèmes économiques et sociaux, sources de violence et terrains fertiles pour une recrudescence des actes illégaux sour forme de crime organisé. Il existe forcément un lien direct entre la pauvreté et la diminution des marges de compromis. En réalité, l'extrême pauvreté qui affecte des pans entiers de l'humanité — pauvreté de plus en plus souvent liée à la destruction du milieu naturel — est le plus grand défi que nous ayons à relever en cette fin de IIe millénaire.

Des signes d'espoir existent néanmoins. C'est ainsi qu'il nous est donné d'observer une prise de conscience qui va croissant pour ne pas laisser impunies les violations du droit humanitaire et des droits de l'homme. La création, décidée en 1998 à Rome, d'une Cour pénale internationale est un signe encourageant, comme le sont par ailleurs les très nombreuses ratifications du traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel.

Là où les hommes deviennent victimes, le CICR ne cesse — avec d'autres — de plaider pour que la guerre n'insulte pas leur dignité. Cette action revêtira une importance toute particulière en 1999, année qui marquera le 50e anniversaire de la signature des quatre Conventions de Genève. À cette occasion, le CICR a décidé de donner la parole aux victimes. Puissent leurs voix être entendues de ceux qui sont tenus de respecter le droit international humanitaire, afin qu'ils montrent clairement leur volonté de protéger en toutes circonstances la dignité humaine.

Cornelio Sommaruga
Président du CICR